

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 196

**Loi modifiant la Loi concernant la Fédération de Québec
des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. MICHEL CLAIR

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi a pour objet de modifier la Loi concernant la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins aux fins de constituer la Caisse centrale Desjardins du Québec et de permettre à la Fédération d'acquérir et détenir des actions de certaines corporations; il a également pour objet de décréter la dissolution de La Caisse Centrale Desjardins constituée le 8 mai 1924.

La Caisse centrale Desjardins du Québec pourra notamment recevoir des dépôts y compris ceux de gouvernements, émettre des obligations ou autres titres de créance, consentir des prêts, souscrire à forfait certains titres de créance ainsi que participer à tout système national de compensation et de règlement des instruments de paiement.

Le projet de loi prévoit que la Caisse centrale a comme membres ceux de la Fédération et qu'elle peut aussi admettre comme membre tout organisme coopératif qui en fait la demande. Le projet de loi prévoit de plus que la Caisse ne peut commencer à exercer ses activités à moins que son capital social versé ne soit d'au moins \$25,000,000 et permet aux membres de la Caisse centrale de garantir les engagements de la Caisse.

Projet de loi n° 196

Loi modifiant la Loi concernant la Fédération de Québec
des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée
nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi concernant la Fédération de Québec des Unions
régionales des Caisses Populaires Desjardins (1971, chapitre 80)
est modifiée par l'insertion, après l'article 9c, du suivant:

«**9d.** La Fédération peut acquérir et détenir des actions
entièrement libérées de toute corporation constituée pour fournir
à la Fédération, à ses membres, à toute caisse d'épargne et de
crédit constituée au Canada ou fédération de telles caisses, des
services d'informatique, de gestion, de consultation, d'approvi-
sionnement ou d'autres services auxiliaires ou l'un ou quelques
uns seulement de ces services.»

2. Ladite loi est modifiée par l'insertion, après l'article 22, de
la section et des articles suivants:

« SECTION III

«**23.** Un organisme, ci-après appelé «la Caisse centrale»,
est constitué sous le nom de la Caisse centrale Desjardins du
Québec.

«**24.** La Caisse centrale est une corporation au sens du Code
civil et elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corpo-
ration et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

«**25.** La Caisse centrale a son siège social à Lévis.

«**26.** À moins qu'elles ne soient incompatibles avec les dispo-
sitions de la présente section, les dispositions de la Loi des caisses

d'épargne et de crédit (Statuts refondus, 1964, chapitre 293) relatives aux fédérations s'appliquent à la Caisse centrale; il en va de même des dispositions relatives aux caisses.

Le paragraphe *d* de l'article 43, les articles 53 à 65, le paragraphe *g* de l'article 82, les articles 92 à 92*l* ainsi que l'article 102 de ladite loi ne s'appliquent pas cependant à la Caisse centrale.

«**27.** En plus d'exercer les pouvoirs que la Loi des caisses d'épargne et de crédit confère à une caisse et à une fédération, la Caisse centrale peut:

a) recevoir des dépôts du gouvernement du Québec, du gouvernement du Canada, de celui de toute province canadienne ainsi que du gouvernement de tout autre pays, province ou état;

b) recevoir des dépôts de toute personne à l'exception des personnes physiques et des caisses d'épargne et de crédit;

c) consentir des prêts, seule ou avec d'autres, aux gouvernements et aux personnes de qui elle peut recevoir des dépôts;

d) émettre des obligations ou autre titres de créance;

e) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage ses biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, pour assurer le paiement de tels titres, ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage ci-dessus mentionnés par acte de fidéicomis, conformément aux articles 23 et 24 de la Loi des pouvoirs spéciaux des corporations (Statuts refondus, 1964, chapitre 275), ou de toute autre manière;

f) souscrire à forfait des obligations ou autres titres de créance

i) émis ou garantis par le gouvernement du Québec, du Canada, d'une province canadienne ou par une corporation municipale au Canada,

ii) émis par un organisme du gouvernement du Québec, du Canada ou d'une province canadienne,

iii) émis par un organisme coopératif au sens de l'article 32 ou par une institution coopérative à caractère national ou international

ou faire partie d'un groupe constitué pour distribuer ou vendre de telles obligations ou de tels titres;

g) devenir membre de toute association ayant pour objet d'organiser un système national de compensation et de règlement des instruments de paiement;

h) agir pour le compte de ses membres et de toute autre personne pour la compensation et le règlement des instruments de paiement et fournir les garanties nécessaires;

i) garantir les engagements financiers de ses membres dans la mesure où le total des engagements ainsi garantis n'excède pas dix pour cent du montant de son capital non entamé et de ses réserves accumulées;

j) représenter ses membres en toute matière reliée à l'exercice de ses pouvoirs.

«**28.** Les cinq premières lignes et le paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 82 de la Loi des caisses d'épargne et de crédit sont remplacés, pour la Caisse centrale, par ce qui suit:

«**82.** À l'exception de ses prêts et de ses dépôts, les placements de la Caisse centrale doivent être faits:

a) dans des obligations ou autres titres de créance émis ou garantis par un gouvernement ou un de ses organismes, par une corporation municipale ou scolaire au Québec, par le Conseil scolaire de l'île de Montréal, par une fabrique dans le Québec, ou par une corporation ecclésiastique, religieuse ou de cimetière dans le Québec;».

«**29.** Le paragraphe *e* du premier alinéa de l'article 82 de ladite loi est remplacé, pour la Caisse centrale, par le suivant:

«*e)* dans des obligations ou autres titres de créance émis par des personnes autres que celles visées au paragraphe *c*; s'il s'agit d'obligations garanties par hypothèque, les biens-fonds qui en garantissent le paiement doivent être situés au Canada, l'hypothèque doit être de premier rang et le montant de la créance ne doit pas être supérieur à soixante-quinze pour cent de la valeur des biens-fonds qui en garantissent le paiement;».

«**30.** Les articles 110 à 112 de ladite loi sont remplacés, pour la Caisse centrale, par les suivants:

«**110.** Les placements que la Caisse centrale peut faire comprennent, outre ceux que la présente loi l'autorise à faire par application de l'article 117, des placements dans des biens-fonds au Canada, pourvu que l'investissement total de la Caisse dans ces biens-fonds n'excède pas vingt pour cent de son actif.

«**111.** La Caisse centrale peut aussi acquérir et détenir des actions entièrement acquittées d'une banque à charte, banque d'épargne, compagnie de fidéicommiss, compagnie d'assurances ou compagnie de fonds mutuels, constituées au Canada ainsi que de toute banque dont la majorité des actions ordinaires sont détenues par des institutions coopératives.

«**112.** La Caisse centrale peut en outre acquérir des actions entièrement acquittées, émises par une corporation constituée au Canada,

a) si la corporation qui les a émises a, pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition, gagné et versé sur ses actions privilégiées émises et non rachetées, un dividende au moins égal au taux spécifié; et

b) si cette corporation a, pendant chacune des cinq années précédant l'acquisition, gagné et versé sur ses actions ordinaires un dividende d'au moins quatre pour cent de leur valeur comptable.»

«**31.** Sont membres de la Caisse centrale les membres de la Fédération de Québec des Unions régionales des Caisses Populaires Desjardins.

«**32.** Le conseil d'administration de la Caisse centrale peut également admettre comme membre, aux conditions déterminées par le règlement, tout organisme coopératif qui en fait la demande.

Dans le premier alinéa, on entend par «organisme coopératif», une fédération de caisses d'épargne et de crédit, une association coopérative ou une société coopérative agricole à caractère régional ou provincial, une fédération d'associations coopératives ou de sociétés coopératives agricoles, une société mutuelle ou fédération de telles sociétés ainsi qu'une société ou corporation constituée au Canada dont la majorité des actions ordinaires sont détenues directement ou indirectement par des institutions coopératives.

«**33.** Le capital social de la Caisse centrale est composé des parts sociales souscrites par ses membres.

Le montant de la part sociale est de \$1 000 et aucune part sociale ne peut être émise sans qu'elle n'ait été entièrement payée.

La Caisse centrale ne peut commencer à exercer ses activités à moins que son capital social versé ne soit d'au moins \$25,000,000.

«**34.** La Caisse centrale peut racheter les parts sociales détenues par un membre qui en fait la demande; le rachat doit être fait à la valeur nominale et ne peut avoir pour effet de laisser la Caisse avec un capital social insuffisant eu égard à ses besoins.

La Caisse centrale ne peut toutefois racheter plus de dix pour cent de ses parts sociales au cours d'un même exercice social.

La Caisse centrale ne peut de plus effectuer un rachat qui aurait pour effet de réduire son capital social à moins de \$25,000,000.

«**35.** Les placements d'une fédération peuvent être faits dans des parts sociales, obligations ou autres titres de créance émis par la Caisse centrale ainsi que dans des dépôts auprès de celle-ci.

À l'exception de ses dépôts, les placements d'une fédération dans des titres de la Caisse centrale ne peuvent excéder dix pour cent de l'actif total des caisses qui lui sont affiliées.

«**36.** Les membres du conseil d'administration de la Fédération constituent l'assemblée générale de la Caisse centrale lorsqu'ils sont convoqués en assemblée annuelle ou spéciale.

L'assemblée générale de la Caisse centrale exerce les droits et pouvoirs conférés par la Loi des caisses d'épargne et de crédit à l'assemblée générale des membres d'une caisse.

«**37.** Les droits et pouvoirs conférés par la Loi des caisses d'épargne et de crédit aux membres d'une caisse non réunis en assemblée générale sont exercés par les membres du conseil d'administration de la Fédération à l'exclusion de toutes autres personnes.

Cependant, les droits et pouvoirs économiques directement afférents à la détention de parts sociales comme le droit au remboursement de ces parts sont exercés par les membres visés dans les articles 31 et 32.

De plus, sans limiter toute autre répartition des trop-perçus annuels, ceux-ci sont distribués ou crédités aux membres visés dans les articles 31 et 32 au prorata de leurs opérations avec la Caisse centrale.

«**38.** Les affaires de la Caisse centrale sont administrées par un conseil d'administration d'au moins neuf administrateurs choisis par l'assemblée générale et parmi ses membres.

Le règlement de la Caisse centrale peut toutefois prévoir un nombre plus élevé d'administrateurs qui ne peut cependant être supérieur à quinze.

Un administrateur qui cesse d'être membre du conseil d'administration de la Fédération ne peut continuer à siéger sur le conseil d'administration de la Caisse centrale.

«**39.** Le conseil d'administration peut, s'il y est autorisé par règlement, instituer un comité exécutif.

Ce comité exécutif est composé d'au moins cinq personnes choisies parmi les administrateurs par le conseil d'administration; celui-ci en désigne également le président.

Le comité exécutif exerce les pouvoirs du conseil d'administration qui lui sont délégués par le règlement.

«**40.** La Caisse centrale doit maintenir, en moyenne, au cours de tout mois, des numéraires en caisse ou en dépôts dans des banques à charte ou des institutions habilitées à recevoir des dépôts qui ne sont pas membres de la Fédération ou affiliées à celle-ci, lesquels doivent représenter au moins cinq pour cent du montant des dépôts confiés à la Caisse et des emprunts de celle-ci, remboursables en monnaie canadienne à demande ou dans un délai de cent jours ou moins.

Elle doit également maintenir, en moyenne, au cours de tout mois, un portefeuille constitué de numéraires en caisse ou en dépôts dans des banques à charte ou des institutions habilitées à recevoir des dépôts qui ne sont pas membres de la Fédération ou affiliées à celle-ci, d'obligations ou autres titres de créance émis ou garantis par le gouvernement du Québec, du Canada ou d'une province canadienne, de prêts remboursables à demande et entièrement garantis par de tels titres, dont la valeur doit représenter au moins vingt pour cent du montant des dépôts confiés à la Caisse centrale et des emprunts de celle-ci, remboursables en monnaie canadienne à demande ou dans un délai de cent jours ou moins.

«**41.** La Caisse centrale doit maintenir en tout temps des éléments d'actif suffisants et appropriés pour couvrir ses engagements payables en monnaies étrangères.

Les engagements de la Caisse centrale payables en monnaies étrangères ne peuvent excéder vingt pour cent de l'ensemble de ses engagements.

«**42.** Le total des dépôts reçus par la Caisse centrale, de ses emprunts et des engagements financiers qu'elle a garantis ne peut excéder, en aucun temps, un montant égal à vingt fois le montant de son capital social non entamé et de ses réserves accumulées.

«**43.** Les membres de la Caisse centrale peuvent garantir les engagements financiers de la Caisse; à ces fins, ils peuvent hypothéquer leurs immeubles ainsi que nantir et donner en gage leurs biens meubles.

«**44.** Les affaires de la Caisse centrale doivent faire l'objet d'une inspection au moins une fois chaque année; l'inspection est faite par un inspecteur nommé par le ministre.

Les frais encourus pour l'inspection sont à la charge de la Caisse centrale.

«**45.** En cas de liquidation de la Caisse centrale, le solde de l'actif après paiement des dettes de la Caisse et des frais de liquidation et remboursement du montant des parts sociales, est réparti entre les membres de la Caisse au prorata du nombre de parts sociales détenues par chacun.»

3. L'article 23 de ladite loi est renuméroté pour devenir l'article 46.

4. Tout transfert ou acquisition d'actifs intervenu entre La Caisse Centrale Desjardins constituée le 8 mai 1924 en vertu de la Loi des syndicats coopératifs (Statuts refondus, 1964, chapitre 294) et L'Union régionale de Québec des Caisses Populaires Desjardins est réputé avoir été validement effectué.

La Caisse Centrale Desjardins est dissoute et L'Union régionale succède aux droits et obligations de celle-ci.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.